



**Programme de Développement Rural  
Languedoc-Roussillon  
2014 – 2022**

**APPEL A PROJETS 2022**

**Type d'Opération 4.3.5**

*Infrastructures en faveur d'une gestion qualitative de la ressource en eau*

**Version 12 du PDR**

Bien que la fin de la programmation FEADER 2014-2022 approche, la Région Occitanie a souhaité ouvrir le maximum d'appels à projets en 2022 afin de garantir aux porteurs de projets une continuité dans l'accès aux aides avant l'entrée en vigueur de la nouvelle programmation 2023-2027.

Cette volonté s'accompagne néanmoins d'importantes contraintes en matière de délais (de réalisation de l'opération, de transmission des pièces, de dernier acquittement des factures, etc.) : **il vous est donc demandé d'être particulièrement vigilant au respect des dates limites présentées dans cet appel à projets (voir encart « Délais de réalisation »).**

**A défaut de respect de ces obligations, votre dossier ne pourra pas être intégralement traité conformément aux conditions définies par la Commission européenne, et il ne pourra donc pas être payé.**

## Objet

Cet appel à projets présente les modalités d'intervention et de sélection des projets déposés au titre du dispositif 4.3.5 ainsi que les conditions à remplir pour bénéficier d'une aide et les dépenses éligibles.

La gestion de l'eau est un enjeu majeur sur le territoire du PDR Languedoc-Roussillon. Les masses d'eau présentent une dégradation liée à des pollutions chimiques, notamment par les pesticides. Les matières actives les plus présentes en quantité et en fréquence sont les herbicides, suivis des insecticides.

L'origine des contaminations par les herbicides est le fait des pratiques culturales et des pollutions ponctuelles. Concernant les insecticides, il est estimé que l'origine des pollutions est avant tout le fait des pratiques de lavage et de remplissage des pulvérisateurs.

Le thème des pollutions ponctuelles intègre l'ensemble des gestes et manipulations à risque autour du pulvérisateur (remplissage, rinçage, lavage extérieur). La problématique des risques ponctuels de pollution doit être abordée dans sa globalité.

Les masses d'eau sont également impactées localement par les pratiques de lavage des machines à vendanger, qui génèrent des apports massifs et ponctuels (dans l'espace et dans le temps) de matières organiques.

L'objectif de ce type d'opération est de limiter les risques de pollutions ponctuelles liés aux pratiques de remplissage et lavage des pulvérisateurs.

Pour y parvenir, il est proposé de limiter l'impact des pratiques agricoles par la mise en place d'infrastructures collectives de lavage des pulvérisateurs, équipées de systèmes de traitement des effluents. Ces infrastructures peuvent également permettre le remplissage des pulvérisateurs, ainsi que le lavage des machines à vendanger.

## Modalités de l'appel à projets

Les dossiers doivent être déposés auprès du Guichet Unique/Service Instructeur (GUSI) : Directions Départementales des Territoires (et de la Mer) (voir annexe « liste des GUSI ») du département du ressort géographique du siège social du demandeur avec copie à l'Agence de l'Eau lorsque le projet se situe sur le bassin Rhône-Méditerranée et Corse.

Les dates de dépôt des demandes sont consultables sur le site "[Europe en Occitanie](#)"

## Délais de réalisation

**Pour ce dernier appel à projets de la programmation FEADER 2014-2022, le calendrier de réalisation de votre projet sera contraint en raison des exigences de fin de gestion, les projets déposés dans le cadre de cet appel à projets devront être intégralement réalisés (c'est-à-dire l'achèvement physique de l'opération et dernier acquittement) au plus tard le 31/08/2024, sauf cas exceptionnel dûment argumenté à traiter avec le service instructeur.**

**La date de dépôt est la date de réception de la demande d'aide par le GUSI.**

Après le dépôt du dossier, un accusé de réception de dossier précisant la date de début d'éligibilité des dépenses sans promesse d'aide est adressé au porteur de projet.

**Les formulaires de demande d'aide précisent les éléments attendus dans les dossiers de demande de subvention.**

Conformément à l'article 6 du règlement (UE) n°702/2014, pour être considéré comme une demande d'aide, votre dossier devra contenir a minima :

- le nom et prénom ou raison sociale du demandeur,
- la taille de l'entreprise,
- la localisation et la description du projet,
- la période indicative de réalisation du projet,
- la liste des coûts admissibles,
- le type (subvention) et le montant du financement public demandé.

Les dossiers reçus complets (complet = toutes les pièces administratives présentes dans le dossier, y compris les autorisations administratives et réglementaires) avant la date ultime de complétude fixée par le GUSI sont instruits et notés en fonction des critères présentés ci-après puis classés par ordre décroissant de note et présentés par le GUSI au comité de sélection des dossiers (Comité Régional de Programmation Inter fonds).

Les dossiers qui demeurent incomplets à l'issue du délai fixé par le service instructeur lors de la période de dépôt sont rejetés.

Les dossiers ayant obtenu un score supérieur ou égal à la note minimum reçoivent un avis favorable et sont aidés dans la limite de l'enveloppe FEADER et des cofinanceurs affectée à la période. Le cas échéant, du financement en top up (financement national sans contrepartie FEADER) pourra s'opérer.

Les dossiers qui obtiendraient une note identique seront départagés en fonction de la note obtenue pour un ou plusieurs critères prioritaires (voir « Comment sont sélectionnés les projets ? » ci-après).

Les dossiers ayant obtenu un score inférieur à la note minimum reçoivent un avis défavorable et sont rejetés.

A la fin du processus de sélection, une notification favorable ou défavorable d'aide est adressée aux porteurs de projet.

### **A qui s'adresse cet appel à projet ?**

- Les collectivités territoriales et leurs groupements.
- Les sociétés coopératives (CUMA, caves coopératives, SCIC – sociétés coopératives d'intérêt collectif, etc.).

### **Quelles sont les conditions à remplir pour bénéficier d'une aide?**

#### **Condition d'éligibilité du demandeur:**

Dans le cas d'une CUMA:

- Siège situé sur le territoire couvert par le PDR Languedoc-Roussillon,
- Adhérer et être à jour de ses cotisations au HCCA (haut conseil à la coopération agricole),
- Présenter un agrément coopératif.

#### **Condition d'éligibilité du projet :**

Les projets d'aires collectives doivent:

- concerner a minima 2 agriculteurs,
- comprendre un dispositif de traitement agréé par le ministère en charge de l'écologie et publié au BO MEDD/MAAF,
- s'inscrire dans un territoire prioritaire «pesticides» d'un SDAGE,
- prévoir dans la conception de la zone de lavage la récupération de la totalité des effluents produits lors du lavage des appareils agricoles
- prévoir la restriction de l'usage de l'infrastructure par un accès sécurisé, le suivi individualisé de son utilisation,
- contenir un budget prévisionnel de fonctionnement et prévoir une prise en charge au moins égale à 50 % du coût de fonctionnement prévisionnel de l'aire par les utilisateurs, le reste étant pris en charge par le porteur de projet,
- désigner un responsable de l'infrastructure au sein de la structure bénéficiaire

- prévoir de fournir un bilan annuel de l'utilisation de l'aire (nombre d'utilisateurs, nombre de lavages, volume d'eau consommés, volume d'effluents traités) au service instructeur et aux financeurs.

- contenir une étude technico-économique préalable précisant les éléments de dimensionnement du projet (la trame sera précisée dans la notice)

L'aménagement d'aires de lavage des machines à vendanger ou d'aires de remplissage des pulvérisateurs n'est éligible que si cet investissement accompagne la création d'une aire de lavage de pulvérisateurs au sein d'un même projet.

En cas d'achat de foncier, le prix d'achat du terrain, déterminé par un barème des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ou un expert indépendant qualifié, ne doit pas être supérieur à la valeur du marché.

### Comment sont sélectionnés les projets?

Une note sera attribuée à chaque projet selon les critères définis, sur la base des informations transmises par le bénéficiaire dans sa demande d'aide. Les formulaires de demande d'aide détaillent les informations utiles et, le cas échéant, les pièces justificatives nécessaires à la notation du dossier selon chacun des critères. Un classement des dossiers sera effectué selon la note obtenue.

| Principes de sélection   | Critères de sélection  |   | Pondération |
|--|--|---|-------------|
| Surface couverte par l'infrastructure  | <i>Représentativité des surfaces exploitées par les utilisateurs par rapport à la surface de l'Aire d'Alimentation de captage ou par rapport à la Surface Agricole Utile du territoire considéré (commune)</i> | >50 %   | 30          |
|  |  | 20 à 50 %   | 20          |
|  |  | 10 à 20 %   | 15          |
|  |  | 5 à 10 %  | 10          |
| Nombre d'utilisateurs  | >50  |   | 20          |
|  | 20 à 50  |   | 10          |
|  | 5 à 20   |   | 5           |
|  | 2 à 5  |   | 2           |
| Ambition de limitation de l'usage de produits phytosanitaires affichée et cohérence du programme associé, sur un pas de temps pluriannuel  | <i>Contrat de milieu *</i>   |   | 10          |
|  | <i>Aire d'Alimentation de captage ou opération pilote validée par l'Agence de l'eau *</i>  |   | 20          |
|  | <i>Mesure pesticide identifiée dans le Programme de Mesure du SDAGE *</i>  |   | 10          |
|  | <i>Projet porté par une collectivité : présence d'une démarche « limitation des pesticides » en zone non agricole sur la commune **</i>  | PAPPH réalisé   | 10          |
|  |  | PAPPH réalisé et engagé   | 20          |
|  |  | Commune ayant signé la charte zéro phyto pour l'atteinte du niveau 3 ou Terres Saines   | 30          |
|  | <i>Projet porté par une société coopérative **</i>   | OUI avec mesures de changement de pratiques inscrites dans un cahier des charges de production ET impact sur la rémunération des apporteurs | 30          |
|  |  | OUI mesures de changement de pratiques inscrites dans un cahier des charges de production ET sans impact sur la rémunération des apporteurs | 20          |
| OUI délibération du conseil d'administration de la société coopérative agricole sur l'engagement de la société à limiter l'usage des pesticides auprès de tous ses apporteurs                              |  | 10  |             |
| <i>Projet de règlement intérieur de l'aire qui prévoit la réduction de l'usage des phytosanitaires</i>   |  | 10  |             |
| * Non cumulables. Si un projet satisfait plusieurs de ces trois critères, la note qui lui est attribuée est la note correspondante la plus élevée.   |  |   |             |
| ** Lorsque le projet est porté par une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) : application des critères de sélection à l'associé ou au collègue majoritaire (collectivité ou société coopérative) |  |   |             |
| <u>Note minimum</u> : 60 points  |  |   |             |

En cas d'ex æquo, si l'enveloppe disponible ne permet pas de retenir les projets ayant obtenu la même note, seront sélectionnés les projets qui ont obtenu la meilleure note selon le critère "Représentativité des surfaces exploitées par les utilisateurs". Si la note obtenue pour ce critère est identique, seront étudiées les notes obtenues pour le critère "Nombre d'utilisateurs" puis "Présence d'une démarche de limitation des pesticides en zone non agricole sur la commune ou mesure de changement de pratiques inscrites dans un cahier des charges", puis "Aire d'alimentation de captage ou opération pilote validée par l'Agence de l'eau", puis "Mesure pesticide identifiée dans le programme de Mesure du SDAGE", jusqu'à parvenir à distinguer les projets concernés.

### **Qu'est ce qui peut être financé?**

Cet appel à projet vise à soutenir la création d'infrastructures collectives permettant la réduction des pollutions phytosanitaires par la construction et l'aménagement d'aires de lavage de pulvérisateurs, avec traitement des effluents phytosanitaires. Ces investissements peuvent être complétés par l'aménagement d'aires de remplissage des pulvérisateurs et/ou par des aires de lavage des machines à vendanger (selon les règles d'intervention des cofinanceurs : se renseigner auprès du GUSI avant le dépôt de la demande).

**Le porteur de projet s'engage à fournir les pièces justificatives permettant au SI d'apprécier le caractère raisonnable des coûts en fournissant plusieurs devis et/ou les pièces relatives au respect de la commande publique (Cf notice du formulaire de demande d'aide et Annexes Commande Publique pour davantage de précisions).**

Les dépenses éligibles sont :

#### **Investissement matériel :**

- achat de foncier, dans la limite de 10 % du montant total des dépenses éligibles de l'opération,
- dépenses liées à la construction d'aires de lavage (et, le cas échéant, de remplissage) de pulvérisateurs, dont: terrassements pour réseaux divers, réseaux AEP, électrique et effluents, dalle bétonnée,
- dépenses liées à l'aménagement d'aires de lavage (et, le cas échéant, de remplissage) de pulvérisateurs, dont : matériel et équipement d'éclairage, de lavage, de collecte et de traitement des effluents, dégrillage, local technique, automatisme et gestion supervisée du site et des consommations en eau, dispositif de contrôle d'accès.

#### **Frais généraux**

- Etudes et diagnostics préalables aux investissements,
- Frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et de maîtrise d'œuvre (MOE), dans la limite de 10% du montant HT des dépenses éligibles.

Les dépenses de frais généraux (études, diagnostics préalables, AMO et MOE) peuvent être engagées avant la date de début d'éligibilité du projet. Par contre, elles ne constituent pas le démarrage du projet. Seule la notification du marché de travaux vaut commencement de l'opération.

**A l'appui de la demande d'aide, doivent être fournies les déclarations d'intention d'utilisation de l'aire de lavage identifiant le nombre d'appareils prévus pour le projet. Les dépenses éligibles retenues seront proratisées au nombre d'appareils déclarés et retenus par le service instructeur.**

**Les besoins futurs ne seront pas retenus à l'instruction, ce qui implique une vigilance particulière du porteur de projet quant à l'autofinancement de son projet.**

### **Qu'est-ce qui ne peut pas être financé ?**

- les achats et travaux de renouvellement à l'identique et l'entretien,
- les dépenses qualifiées « d'imprévues »,

## Quel est le niveau de soutien des projets sélectionnés?

Intensité de l'aide publique de base: 80 % du montant HT des dépenses éligibles.

Aucun plancher n'est défini pour les diagnostics et études préalables dans le cadre de cet appel à projet.

Le taux de cofinancement du FEADER est fixé à 63 %. La participation du FEADER est calculée par rapport au montant des dépenses publiques admissibles.

**Un plafonnement des dépenses pourra être opéré par application des règles d'intervention des cofinanceurs.** A ce sujet, le projet doit comporter un chiffrage différencié pour la partie traitement des effluents issus du lavage des pulvérisateurs d'une part, et pour la partie traitement des effluents issus du lavage des machines à vendanger d'autre part.

### Annexe : liste des GUSI

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>DDTM des Pyrénées-Orientales</b> | 2 rue Jean Richepin<br>BP 50909<br>66020 Perpignan Cedex                            |
| <b>DDTM de l'Aude</b>               | 105 Boulevard Barbès<br>CS 40001<br>11838 Carcassonne Cedex 9                       |
| <b>DDTM de l'Hérault</b>            | Bâtiment Ozone<br>181 Place Ernest Granier<br>CS 60556<br>34064 Montpellier Cedex 2 |
| <b>DDTM du Gard</b>                 | 89 rue Wéber<br>CS 52002<br>30907 Nîmes Cedex 2                                     |
| <b>DDT de la Lozère</b>             | 4 Avenue de la Gare<br>BP 132<br>48005 Mende Cedex                                  |